

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

UN BUDGET AMBITIEUX
ET PROTECTEUR
POUR LES GENNEVILLOIS

M'hamed Binakdane

Le 7 février dernier a eu lieu le vote du budget municipal de notre ville. C'est un moment politique fort car il marque de manière concrète les priorités de l'équipe municipale. Au-delà des chiffres, c'est avant tout la traduction de nos choix politiques pour les Genevillois.

Ce budget reflète nos valeurs, nos priorités et notre engagement pour le bien-vivre à Gennevilliers. Chaque euro dépensé est le fruit d'une volonté de servir au mieux l'intérêt général. Il est encore plus important dans une période économique difficile. Les budgets municipaux de toutes les villes de France n'ont jamais été autant mis sous pression.

Le contexte d'inflation frappe les finances locales comme il touche le pouvoir d'achat des Genevillois-es, sans parler du désengagement de l'État. Face à ce contexte très contraint, la ville continuera de protéger les Genevillois-es en assurant un service public de qualité et en allant au-delà de ses compétences lorsque l'État ne remplit pas toutes ses missions (paniers solidaires, Centre municipal de santé, camps de vacances, chèques énergie, logement...). Nous nous sommes donné de nouveau comme priorité nos enfants et notre jeunesse avec un budget de 43 millions. Sur la période 2024-2026 c'est plus de 94 millions € qui serviront à transformer notre ville.

Alors même que les collectivités locales sont les investisseuses les plus importantes du pays, que nous sommes le premier interlocuteur des habitants avec la République, les calculs sombres de Bercy et de l'Élysée mettent en difficulté l'ensemble des collectivités.

Pour citer François Ruffin, « *La commune, c'est la République du quotidien. La commune, c'est la République qui tient.* »

Cette année encore, nous avons travaillé ardemment pour élaborer un budget ambitieux capable de protéger nos habitants tout en leur construisant un avenir meilleur.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYENUN RETOUR DE BÂTON
DÉSAGRÉABLE POUR LE
PORTE-MONNAIE DES FRANÇAIS!

Maria-Blanca Fernandez

Depuis le 1^{er} février, les Français sont confrontés à plusieurs augmentations des prix de l'énergie, aussi bien sur le gaz que sur l'électricité.

Pour l'électricité et contrairement aux précédentes hausses, cette nouvelle augmentation est purement fiscale puisqu'elle correspond au rétablissement partiel de la taxe intérieure sur la consommation finale de l'électricité (TICFE). Abaissée pendant la crise énergétique, elle remonte sur décision du gouvernement et retrouvera son niveau pré-bouclier tarifaire début 2025. Concrètement, ce relèvement de la taxation se traduit par une hausse moyenne de la facture de 8,6% pour les clients aux tarifs base et de 9,8% pour ceux aux tarifs heures pleines/heures creuses.

À l'heure où l'inflation commence seulement à décroître et où les bénéfices des groupes énergétiques n'ont jamais été aussi importants (19 milliards pour Total en 2023 !), le gouvernement choisit de « taper » dans le portefeuille des français!

Comme pour l'inflation sur les produits alimentaires, ce sont les Français les plus modestes qui seront les plus impactés dans leur vie quotidienne par ces augmentations!

Crise du logement, poursuite de l'inflation et maintenant augmentations fortes du prix de l'énergie, le gouvernement a une manière bien à lui de souhaiter la bonne année aux Français!

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr - 01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTSLE CLIMAT : UN IMPÉRATIF
STRUCTUREL

Richard Merra

Les réactions relatives aux dérèglements du climat et de la biodiversité prennent différentes formes.

Il y a ces événements qui, comme la Covid, les inondations, la sécheresse, la disparition des pollinisateurs, l'épuisement des terres agricoles, s'imposent déjà, ici et maintenant. Les « colmatages » qu'il n'est plus temps de discuter cherchent alors à contenir les « vagues successives ». Or, ils ne sont pas seulement d'ordres techniques et financiers, ils impliquent des « périodes d'exceptions » qui dérogent aux Libertés. La configuration de type « cabinet de défense » qui est sous l'unique autorité d'un ou d'une « leader » est dès à présent un risque pour la Démocratie.

Il y a aussi cette obligation de « reprendre la main » sur un dérèglement que nous avons créé et qui nous échappe en partie. Or, les mesures programmées, minorées sous la pression des lobbies, ne s'opposent pas à l'inertie d'un dérèglement qu'on continue d'alimenter « dans le même temps ».

Le climat, simple phénomène physique, n'entend évidemment rien des négociations imposées par les actionnaires. Droguées aux profits, ces minorités nous entraînent toutes et tous dans leur chute.

Alors que la situation demande une « Vision » de nature structurelle, la responsabilité publique est confisquée par le petit jeu des carrières mis en spectacle par le média. La menace s'abat « dans le même temps » sur le vivant et sur la démocratie.

La partie n'est pas définitivement jouée. Elle dépend aussi d'une dynamique européenne. Réformer en effet, à cette échelle, la fiscalité et la structure des marchés mettrait en convergence la « décarbonation » et l'indépendance énergétique. Or, c'est parce que le « green-deal » n'en est pas encore là, qu'il subit la pression des différentes catégories productives.

Il faut vraiment prendre au sérieux le prochain scrutin européen, si nous espérons changer le logiciel par une approche structurelle.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION
NON PARVENUECONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

BUDGET 2024 : DES ÉCONOMIES
DE BOUTS DE CHANDELLES,
SUR LE DOS DU SERVICE PUBLIC

Lætitia Ghirardi

Alors que la Municipalité s'est toujours targuée de bien gérer les deniers publics, ce qui n'est pas si difficile quand on dispose d'un budget supérieur à 200 millions d'euros par an, pour moins de 50 000 habitants, les décisions politiques prises depuis presque 2 ans semblent indiquer tout le contraire.

Par exemple, il a été décidé d'éteindre l'éclairage public la nuit, pour des raisons de sobriété énergétique, ce qui n'a pas été sans poser un certain nombre de problèmes en matière de visibilité et donc de sécurité. Mais, derrière la motivation écologique, il y a surtout la nécessité de dépenser moins; il a cependant été observé, à plusieurs reprises, que ces luminaires, éteints la nuit, étaient parfois allumés le jour...

Autre exemple: fin 2022, les Genevillois ont été privés de décorations de Noël dans l'espace public, afin que la Ville fasse des économies, quand d'autres communes, financièrement moins bien loties, continuaient de faire vivre cette tradition de la plus belle des façons. Cette année, nos décorations de Noël sont revenues, comme par enchantement: peut-être est-ce dû au mécontentement exprimé par les habitants...

Poursuivons avec nos agents municipaux: la majorité municipale ne cesse de parler de service public mais, à l'exception des agents de nos Centres Municipaux de Santé, tous les autres se sont vu refuser leur prime pouvoir d'achat (et limiter leurs heures supplémentaires). Cela n'est pas le cas dans beaucoup d'autres collectivités, tous bords politiques confondus. Confondant, pour une Municipalité qui se dit communiste...

Sachez-le aussi, ce budget 2024 prévoit une forte hausse de la Taxe foncière: plus de 5%! Les propriétaires de la ville qui, pour la plupart, ont des crédits et ne roulent pas sur l'or, sont désormais visés, pour rattraper les errances budgétaires de cette majorité. À noter également que des services publics ont été supprimés, tels certaines aides aux personnes âgées, et d'autres pourraient être rognés, comme les études dirigées.

Les coupes sèches, aléatoires et incohérentes, attestent de la mauvaise gestion de cette majorité. La hausse du prix de l'énergie ainsi que celle du point d'indice des fonctionnaires ont, certes, occasionné un surcoût de 7 millions d'euros pour la Ville mais, au regard de notre budget, cela n'aurait pas dû être un problème.

LES RÉPUBLICAINS

SAUVONS NOS AGRICULTEURS
ET NOS PÊCHEURS

Philippe Hallais

Nous avons subi fin janvier des perturbations sociales dues aux difficultés de survie de nos agriculteurs. Il est pertinent d'en évoquer les causes:

- L'idéologie écologiste

L'écologie punitive a mis en place une politique de guerre anti-agriculteurs. L'idéologie est fondée sur la décroissance, sur la primauté de la nature par rapport à l'être humain. La volonté des écologistes est de considérer que le problème, c'est l'homme. La conséquence de positionner l'Europe comme le champion de « l'action climatique » est un appauvrissement généralisé.

- L'Europe

Les impositions européennes ont littéralement pollué les activités agricoles par la paperasserie kafkaïenne et verrouillé les activités de nos paysans par des normes ubuesques. Les intentions de l'Union Européenne sont claires: réduire les surfaces arables, exécuter une large partie du cheptel européen. Toutes ces décisions auront pour effet majeur la disparition progressive de l'Europe rurale qui comporte environ 10 millions d'exploitations en majeure partie familiales.

- La France

Nos institutions ajoutent aux impositions européennes leur propre lot de normes pénalisantes, notamment concernant les produits phytosanitaires. Cette pratique d'amoncellement de normes environnementales menace la viabilité des exploitations de nos agriculteurs. Les pêcheurs ne sont pas mieux lotis: certaines zones leur sont interdites par exemple pendant un mois dans le golfe de Gascogne pour cause de présence de dauphins.

- Les actions internationales

Le désastre de l'Europe rurale et la pratique de concurrence déloyale sont illustrés par les choix mondiaux réalisés par les bureaucrates bruxellois:

- L'accord du Mercosur qui permettra l'afflux en Europe des poulets dopés aux antibiotiques et autres produits selon des pratiques interdites à nos agriculteurs

- L'accord avec la Nouvelle Zélande entraînera l'arrivée de viande de porc, d'œufs, de lait dans les mêmes conditions anti-sanitaires

- Pour soutenir l'Ukraine, l'ensemble des droits de douane sur les produits importés d'Ukraine sont suspendus, les prix affichés étant 2 à 5 fois plus faibles que ceux en France

- Alors que les paysans manifestaient (en France, mais également en Allemagne), l'UE a validé un accord agricole avec le Chili sans aucune imposition environnementale pour les produits importés

Pourquoi faire venir du bout du monde des produits inadaptés selon nos propres normes tout en ajoutant une pollution due au transport en nous expliquant que c'est pour « sauver la planète »? Nous devrions repenser aux conditions de la chute de Rome.

LES
CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE